



Commune de  
LE VIGEAN (15)

## Modification Simplifiée n°2 du P.L.U.

**1.**

### Annexe au Rapport de Présentation



#### PLU

Approbation le : 08/03/2019

#### Modifications

Modification Simplifiée n°1 approuvée le : 17/06/2022

Référence : 50516

# Sommaire

<b>1 - INTRODUCTION .....</b>	<b>2</b>
<b>2 – PRESENTATION DE LA COMMUNE DE LE VIGEAN.....</b>	<b>5</b>
<b>3 – OBJETS DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°2 DU P.L.U. ....</b>	<b>6</b>
<b>OBJET N°1 : MODIFICATION DE L’ARTICLE 11 DU REGLEMENT DE LA ZONE UE .....</b>	<b>6</b>
<b>OBJET N°2 : PERMETTRE L’IMPLANTATION D’UN EQUIPEMENT D’INTERET COLLECTIF SUR LA ZONE 1AUy .....</b>	<b>9</b>
<b>4 – JUSTIFICATIONS AU REGARD DE LA PROCEDURE .....</b>	<b>13</b>
<b>5 – PRISE EN COMPTE DE L’ENVIRONNEMENT.....</b>	<b>15</b>
<b>6 – ANNEXES .....</b>	<b>16</b>

# 1 - INTRODUCTION

La commune de Le Vigean dispose d'un Plan Local d'Urbanisme approuvé le 8 mars 2019. Ce document a fait l'objet d'une procédure de Modification simplifiée n°1 approuvée le 17 juin 2022.

Elle souhaite aujourd'hui apporter une seconde modification à son document d'urbanisme. Cette modification concerne :

- le règlement des zones UE (article 11) et 1AUy (articles 10 et 11),
- l'OAP n°2 concernant la zone de La Dinotte.

L'article 2 de la loi n°2009-179 du 17 février 2009 pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés a créé une procédure de modification simplifiée des PLU.

Les dispositions de l'ordonnance (n°2012-11) du 5 janvier 2012 - portant clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme - ont des incidences directes sur les procédures d'élaboration et d'évolution des schémas de cohérence territoriale (SCoT), des plans locaux d'urbanisme (PLU) et des cartes communales. Cette ordonnance simplifie, à compter du 1er janvier 2013, les procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme.

## **RAPPEL DES MODALITES DE LA PROCEDURE ET DE SON CADRE REGLEMENTAIRE**

Le plan local d'urbanisme (PLU) fait l'objet d'une procédure de modification simplifiée lorsque la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) envisage de modifier le règlement écrit et/ou graphique, les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) du PLU, dès lors que le projet de modification n'implique pas de :

- changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD),
- réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière,
- réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance,
- réduire les possibilités de construire,
- réduire la surface de zones U ou AU,
- majorer de plus de 20% les possibilités de construction dans la zone.

La procédure de Modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de Le Vigean est donc menée conformément aux dispositions des articles L.153-36 et suivants du Code de l'Urbanisme, rappelés ici :

- Article L153-36  
Sous réserve des cas où une révision s'impose en application de l'article L. 153-31, le plan local d'urbanisme est modifié lorsque l'établissement public de coopération intercommunale ou la commune décide de modifier le règlement, les orientations d'aménagement et de programmation ou le programme d'orientations et d'actions.
- Article L153-37  
La procédure de modification est engagée à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire qui établit le projet de modification.
- Article L153-40  
Avant l'ouverture de l'enquête publique ou avant la mise à disposition du public du projet, le président de l'établissement public de coopération intercommunale ou le maire notifie le projet de modification aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9. Le projet est également notifié aux maires des communes concernées par la modification.
- Article L153-45  
Dans les autres cas que ceux mentionnés à l'article L. 153-41, et dans le cas des majorations des droits à construire prévus à l'article L. 151-28, la modification peut, à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire, être effectuée selon une procédure simplifiée. Il en est de même lorsque le projet de modification a uniquement pour objet la rectification d'une erreur matérielle.
- Article L153-47  
Le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées mentionnées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 sont mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui

permettant de formuler ses observations. Ces observations sont enregistrées et conservées. Les modalités de la mise à disposition sont précisées, selon le cas, par l'organe délibérant de l'établissement public compétent ou par le conseil municipal et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition. Lorsque la modification simplifiée d'un plan local d'urbanisme intercommunal n'intéresse qu'une ou plusieurs communes, la mise à disposition du public peut n'être organisée que sur le territoire de ces communes. A l'issue de la mise à disposition, le président de l'établissement public ou le maire en présente le bilan devant l'organe délibérant de l'établissement public ou le conseil municipal, qui en délibère et adopte le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée

**La Modification simplifiée n°2 du PLU communal est engagée à l'initiative de la commune par arrêté en date du 22 juin 2023.**

Le dossier de Modification simplifiée du PLU est constitué des éléments prévus à l'article R.151-5 du code de l'urbanisme:

- le projet d'annexe au rapport de présentation du PLU,
- l'exposé des motifs.

Le projet de modification simplifiée est notifié au préfet et aux personnes publiques associées (PPA) avant le début de la mise à disposition du public.

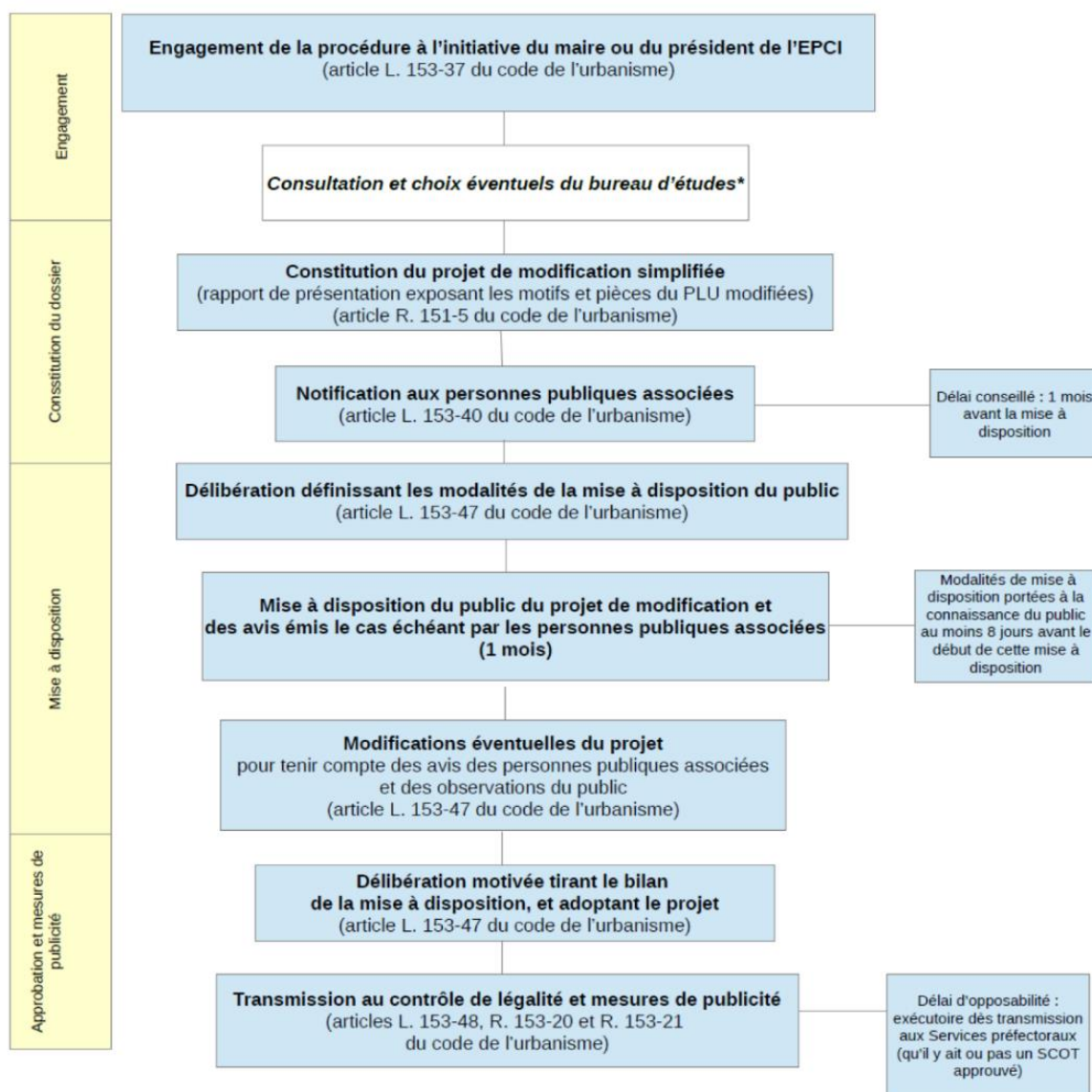
Le dossier, complété le cas échéant des avis émis par les personnes associées, est mis à disposition du public pendant un mois, suivant les modalités définies dans la délibération cadre prise par la commune de Le Vigean, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.

La Modification simplifiée est adoptée par délibération communale après un mois minimum de mise à disposition au public du dossier.

Elle est exécutoire après l'accomplissement des mesures de publicité classiques (affichage, publication dans la presse et téléversement au Géoportail de l'urbanisme) et transmission au contrôle de légalité et au Préfet du Département du Cantal.

Le schéma présenté sur le document ci-après, présente clairement la procédure de Modification simplifiée.

## Tableau synoptique



\* Étape qui n'est pas imposée au titre du code de l'urbanisme, mais au titre du code des marchés publics.

## 2 – PRESENTATION DE LA COMMUNE DE LE VIGEAN

La commune de Le Vigeon, d'une superficie de 2 899 ha, est située au Nord-Ouest du département du Cantal, sur le rebord Ouest de la Planèze de Salers.

Appartenant à la Communauté de Communes du Pays de Mauriac, elle compte 827 habitants en 2020 (Source Insee).

Traversée par la RD 922 reliant Aurillac et Mauriac au département du Puy-de-Dôme, la commune se positionne comme une commune tournée originellement vers l'agriculture, tout en développant une vocation d'accueil aussi bien résidentiel qu'économique (Zone Intercommunale d'Activités de la Dinotte) dans un cadre rural qualitatif.



Périmètre de la ComCom du Pays de Mauriac  
(Source : PLU)



Une vocation agricole marquée



Zone Intercommunale d'Activités de La Dinotte



Vue du bourg (Source : site internet communal)



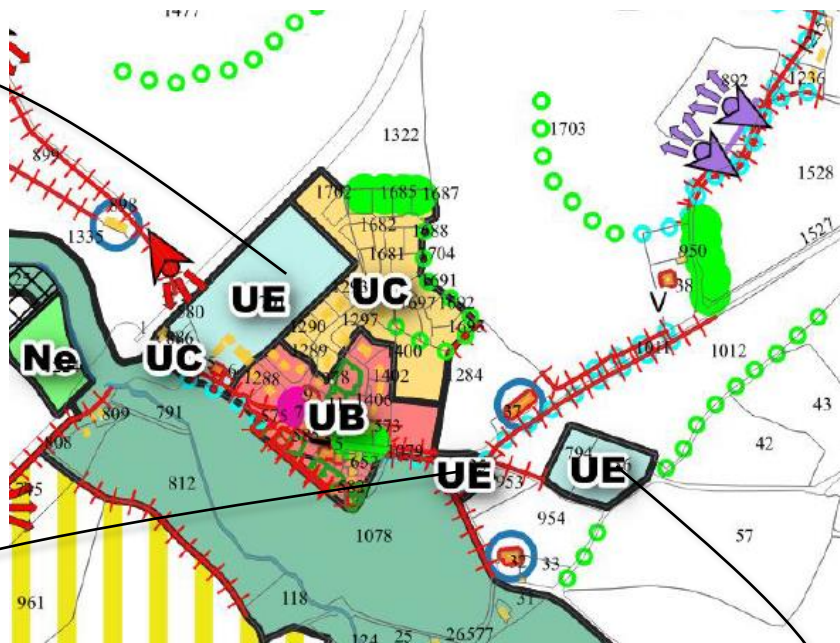
### 3 – OBJETS DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°2 DU P.L.U.

#### OBJET N°1 : MODIFICATION DE L'ARTICLE 11 DU REGLEMENT DE LA ZONE UE

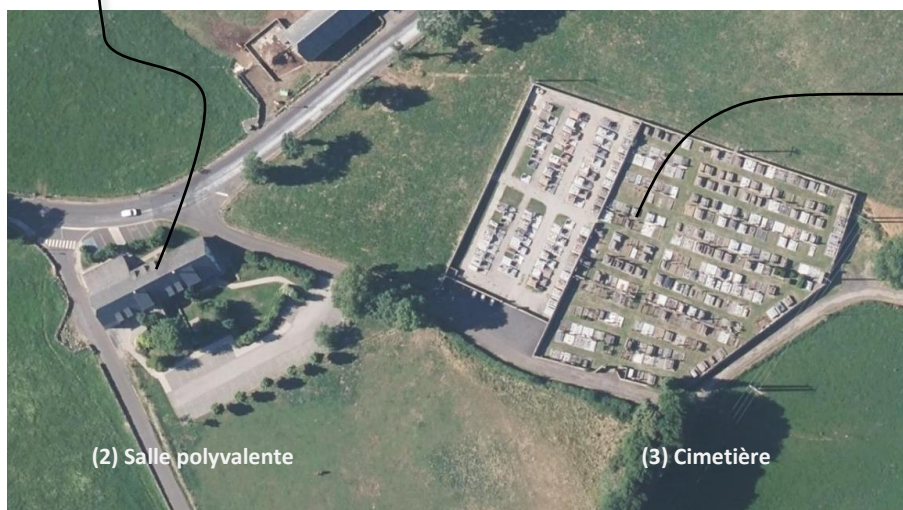
La zone UE est destinée à l'accueil d'équipements et services d'intérêt général, tels que les cimetières, les écoles, les installations sportives, etc.

Ce zonage concerne :

- 3 secteurs dans le bourg de Le Vigeon, identifiant le stade (1), la salle polyvalente (2) et le cimetière (3) ;

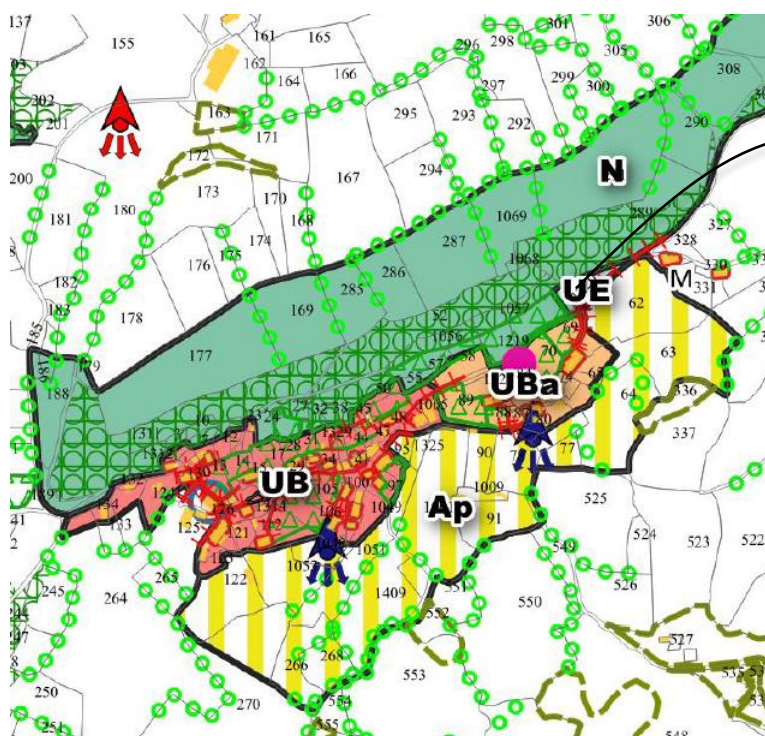


Extrait du plan de zonage du PLU sur le bourg de Le Vigeon



(Source fond : Geoportail.gouv.fr)

- 1 secteur sur le village de Chambres, identifiant le cimetière (1).



Extrait du plan de zonage du PLU sur le village de Chambres



(Source fond : Geoportail.gouv.fr)

La programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE) fixe un objectif bas de 35,1 GWc et un objectif haut de 44 GWc de photovoltaïque installé d'ici 2028 (décret du 21 avril 2020), soit une multiplication par 3,5 à 4 fois la puissance actuellement installée.

La PPE inscrit ainsi la France dans une trajectoire permettant d'atteindre la neutralité carbone en 2050, et fixe le cap pour toutes les filières énergétiques qui pourront constituer, de manière complémentaire, le mix énergétique français de demain.

Le SRADDET de la région Auvergne-Rhône-Alpes a également inscrit pour objectif d'atteindre une puissance installée de 6.5 GWc d'ici 2030.

En phase avec les objectifs internationaux, nationaux et régionaux, mais aussi en tant que ressources financières potentielles pour les Collectivités, le SCoT du Haut Cantal Dordogne, au travers de l'axe 2 de son Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), encourage le développement des énergies renouvelables, notamment sur les bâtiments.

Afin de contribuer à l'effort général demandé et contribuer à atteindre les objectifs attendus, la municipalité du Vigean souhaite pouvoir installer des panneaux photovoltaïques en toiture des bâtiments publics, particulièrement sur les zones UE réservées à l'accueil d'équipements et service d'intérêt général.

L'article 11 de la zone UE précise que la pente des couvertures doit être au minimum de 70% (soit 35°), ce qui représente l'inclinaison maximale envisageable pour l'installation de panneaux. L'inclinaison optimale pour un panneau photovoltaïque étant située entre 30° (57.74%) et 35°.

**Les élus souhaitent ainsi pouvoir adapter la pente minimale des toitures des constructions en zone UE** afin que celle-ci soit compatible avec la pose de panneaux photovoltaïques pour une optimisation de leur rendement.

Les zones UE identifiant des secteurs déjà construits et équipés, les possibilités de nouvelles constructions restant limitées, il est proposé de réduire la pente des constructions en zone UE à 50%, conformément à la règle applicable en zone UC pour les constructions neuves (et bâti non protégé) :



**Couverture,**

- Elles doivent être réalisées :
  - en ardoises naturelles ou artificielles; en cas de pose aux crochets, ceux-ci seront de couleur noire.
  - ou en tuiles plates de terre cuite, petits moules (20 tuiles/m2 au minimum), de forme écaille et de ton ardoisé.
  - ou en un autre matériau pour prolonger la couverture de l'extension d'un bâtiment suivant le matériau existant ou pour couvrir un bâtiment de type non traditionnel (toitures en métal de ton ardoise ou gris moyen)
- La pente des couvertures est de 70% (soit 35°) au minimum. La pente de toiture peut être ramenée à 50% minimum en fonction de l'environnement et dans le cadre conception architecturale propre.
- Les toitures-terrasse sont interdites, sauf pour le prolongement du sol naturel, lors d'une construction sur une pente, sauf si elles sont végétalisées.

Extrait du règlement de la zone UC

Ainsi, il est proposé la modification de l'article **UE 11 – Aspect extérieur des constructions et l'aménagement de leurs abords** – comme suit :

**Couverture**

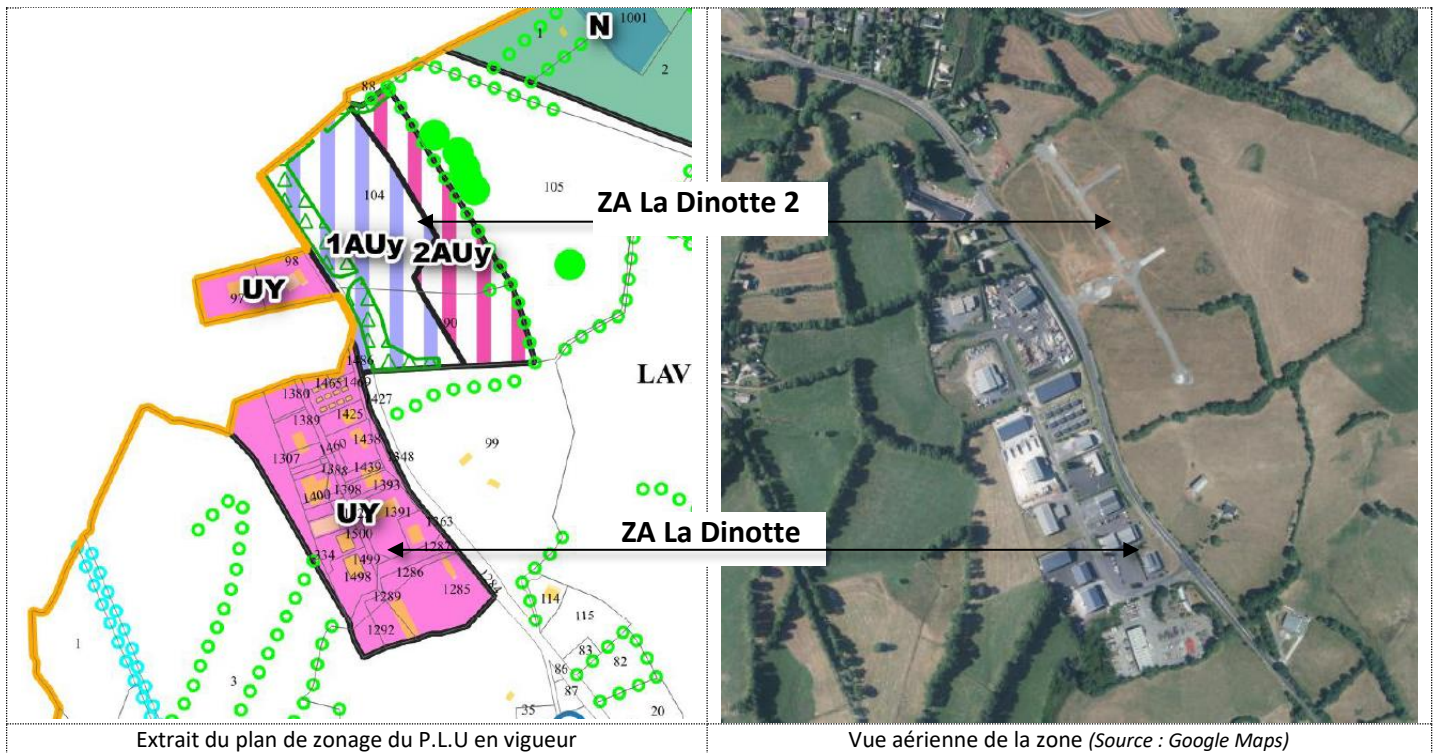
- Elles doivent être réalisées :
  - en ardoises naturelles ou artificielles ou lauzes; en cas de pose aux crochets, ceux-ci seront de couleur noire.
  - ou en tuiles plates de terre cuite, petits moules (20 tuiles/m2 au minimum), de forme écaille et de ton ardoisé.
  - ou en un autre matériau pour prolonger la couverture de l'extension d'un bâtiment suivant le matériau existant ou pour couvrir un bâtiment de type non traditionnel (toitures en métal de ton ardoise ou gris moyen).
- La pente des couvertures est de 70% (soit 35°) au minimum. *La pente de toiture peut être ramenée à 50% minimum dans le cadre de la mise en place de panneaux photovoltaïques.*
- Les toitures terrasse sont interdites, sauf pour le prolongement du sol naturel, lors d'une construction sur une pente, sauf si elles sont végétalisées.

## OBJET N°2 : PERMETTRE L'IMPLANTATION D'UN EQUIPEMENT D'INTERET COLLECTIF SUR LA ZONE 1AUy (Z.A. LA DINOTTE 2)

Lors de l'élaboration du PLU de Le Vigean, et afin de répondre aux demandes des entreprises souhaitant s'implanter localement, il a été mis en place une zone 1AUy et une zone 2AUy identifiant l'extension en 2 tranches de la zone d'activités de La Dinotte (zone UY), dénommée Z.A. La Dinotte 2, de l'autre côté de la RD922 (l'ouverture à l'urbanisation de la zone 2AUy étant conditionnée à « des signes de remplissage avancés » de la zone 1AUy).

Cette extension a également fait l'objet d'une demande de dérogation à la loi Montagne (zone en discontinuité) lors de l'élaboration du PLU.

La ZA de la Dinotte 2 a fait l'objet d'une étude d'impact et d'un permis d'Aménager validé le 7 octobre 2019.



Le SIETOM des 4 cantons, comprenant les communautés de communes du pays de Salers et de Mauriac, a adhéré au SYTTOM 19 en 2016.

Le SIETOM ayant mis fin à l'exploitation de sa décharge, le site le plus proche de traitement des déchets résiduels se trouve être l'UVE de rosiers d'Egletons située à 40 km de Mauriac.

Dès son adhésion, le SYTTOM 19 a alors proposé au SIETOM 19 de financer la construction d'un centre de transfert pour les emballages et ordures ménagères sur son territoire. Depuis la fermeture de la décharge, le transfert des déchets est réalisé à partir d'un quai provisoire, au moyen de bennes 30 m3 et de camions poly-bennes, qui ne permet pas de fonctionner dans les règles de sécurité satisfaisantes.

Sur proposition du territoire et au vu de l'organisation, il a ainsi été décidé de réaliser le nouveau centre de transfert sur un site proche de la ville centre (Mauriac) et accessible par des véhicules gros porteurs de 44 tonnes. **Ce nouveau centre est prévu sur la ZA de La Dinotte 2, en zone 1AUy.** Il doit ainsi permettre d'améliorer les conditions de fonctionnement et d'assurer les évolutions de collecte des déchets nécessaires sur le territoire -Voir Annexes 1 et 2-.

La zone 1AUy bénéficie d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation au PLU qui fixe des enjeux d'aménagement en matière :

- d'accès routier, adapté aux poids lourds sur la RD (l'aménagement de l'intersection entre la ZA La Dinotte 2 et la RD922 a fait l'objet d'un partenariat entre la ComCom du Pays de Mauriac et le Conseil Départemental du Cantal –Voir Annexe 3-);



Aménagement de l'intersection ZA La Dinotte 2 / RD922

(Source : Dossier de présentation, Partenariat « Zone d'activités nouvelles » - La dinotte 2 (Le Vigeon), octobre 2021)

- de desserte interne « économe » en favorisant un schéma simple, adapté à la topographie du site,
- de qualités paysagère et environnementale : qualité des interfaces entre extension de la ZA et occupations alentours, traitement qualitatif de l'entrée de ville par la conservation d'une bande paysagère, conservation et création de nouvelles haies et plantations d'arbres d'essences locales, implantation des futurs volumes bâtis permettant d'atténuer les impacts visuels (implantation en limite de la bande paysagère, orientation de pente de toit tenant compte des caractéristiques topographique, création de noues et d'un bassin de rétention des eaux de pluie).

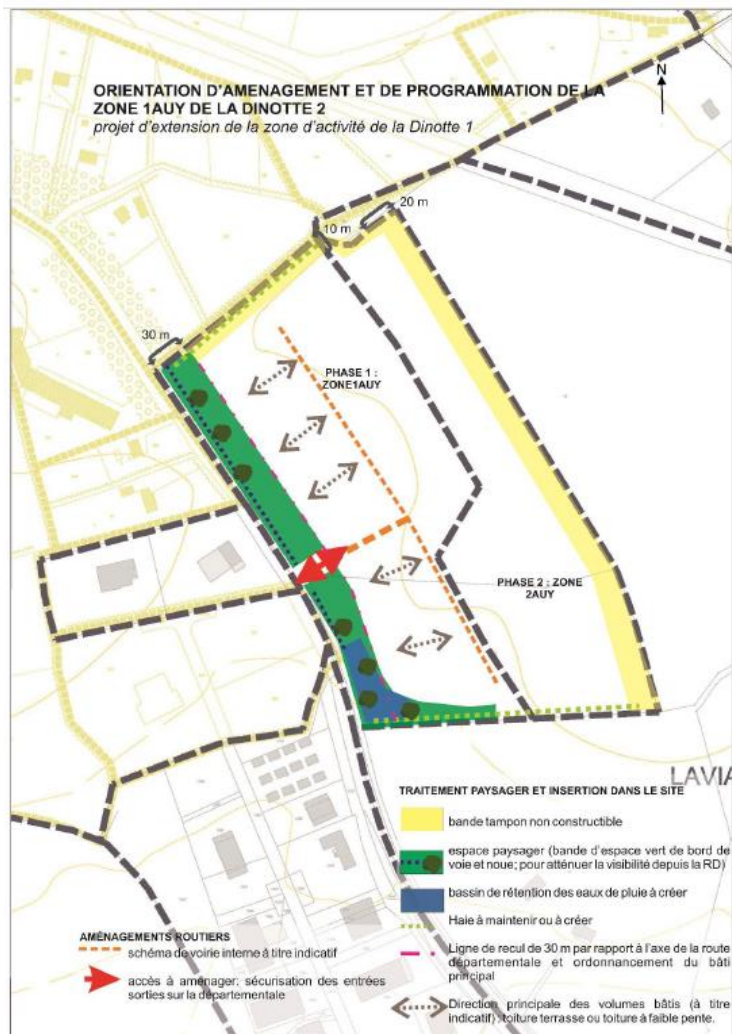


Illustration graphique de l'OAP de la zone 1AUy de La Dinotte 2 (Source : PLU communal)



Concernant l'intégration paysagère des futures constructions, le règlement d'urbanisme de la zone 1AUy en son article 10 précise que cette hauteur maximale de 10 m (règle générale) ne s'applique pas pour les équipements d'intérêt public notamment.

#### ARTICLE 1AUy 10 – LA HAUTEUR MAXIMALE DES CONSTRUCTIONS

La hauteur d'une construction est mesurée à partir du point le plus bas du sol naturel existant.

La hauteur des bâtiments ne devra pas excéder 10 mètres à l'égout des toitures ou à l'acrotère, sauf règle alternative définie au plan de l'OAP.

Si le terrain est en pente et le bâtiment de dimension importante, celui-ci est alors partagé, pour le calcul de la hauteur, en sections de 20m de façade dans le sens de la pente.

S'il s'agit d'un équipement d'infrastructure (réservoirs, tours hertziennes, pylônes, silos etc. ...) ou d'un bâtiment à caractère ou d'intérêt public, la hauteur n'est pas limitée, sous réserve du respect de l'article 11 ci-après.

Extrait du règlement d'urbanisme (Source : PLU communal)

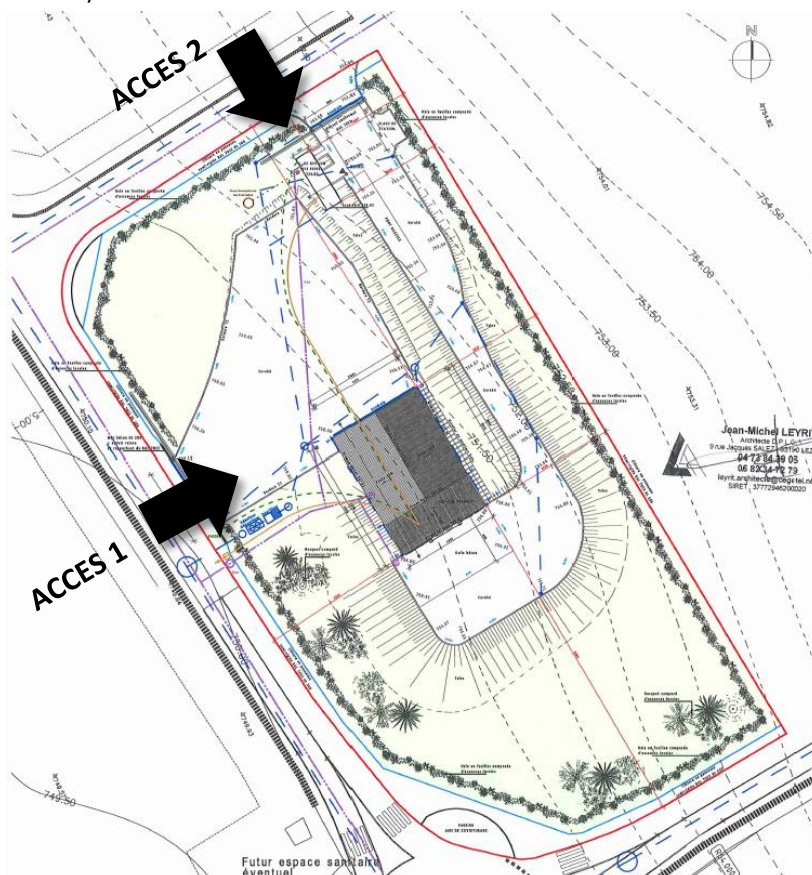
En revanche, l'article 11 stipule dans son alinéa 1 que « les talus ne doivent pas dépasser 1.50 m et doivent être revêtus de terre végétale et plantés », le respect de ce prospect œuvrant à assurer une insertion des futures constructions industrielles et artisanales la plus optimale possible, comme demandée par l'OAP.

#### 1 - Adaptation au sol des constructions et plateformes

- Sont interdits l'établissement de plateformes, d'affouillements ou de levées de terre, hors ceux nécessaires à la construction et à l'aménagement de ses abords, sous respect d'une adaptation très étroite au profil du terrain naturel. Les mouvements du sol seront limités au maximum et reprendront l'esprit des courbes du terrain.
- Les enrochements sont interdits.
- Les talus ne doivent pas dépasser 1,50m de hauteur et doivent être revêtus de terre végétale et plantés.

Extrait du règlement d'urbanisme (Source : PLU communal)

Dans le cadre du projet de quai de transfert porté par le SYTTOM 19, cette hauteur maximale autorisée pour les talus se révèle peu propice à assurer une intégration optimale des futures constructions, du fait non seulement du process de fonctionnement qui nécessite 2 accès véhicules en deux points opposés de la parcelle, mais également de la topographie du site, la zone 1AUy présentant une déclivité Nord-Est / Sud-Ouest de l'ordre de 3 mètres.



Plan de masse (Source : Permis de construire, J.M. Leyrit architecte)



Au regard de l'intérêt général porté par un tel outil d'optimisation logistique pour le territoire, les élus souhaitent une exception à la règle générale pour les équipements d'intérêt collectif et services publics, tout en assujettissant cette exception à un traitement qualitatif des talus : profilage adouci et traitement paysager par plantation mixte d'essences locales et rustiques, participant à l'insertion des équipements projetés.

Ainsi, il est proposé de modifier l'article 1AUY 11 – **Aspect extérieur des constructions et l'aménagement de leurs abords** – comme suit :

1 - Adaptation au sol des constructions et plateformes

- Sont interdits l'établissement de plateformes, d'affouillements ou de levées de terre, hors ceux nécessaires à la construction et à l'aménagement de ses abords, sous respect d'une adaptation très étroite au profil du terrain naturel. Les mouvements du sol seront limités au maximum et reprendront l'esprit des courbes du terrain.
- Les enrochements sont interdits.
- Les talus ne doivent pas dépasser 1,50 m de hauteur et doivent être revêtus de terre végétale et plantés.
- Les talus de hauteur supérieure ou égale à 1.50 m sont autorisés pour les équipements d'intérêt collectif et service public et sous réserve que les talus présentent un profil adouci et un traitement paysager mixte d'essences locales et rustiques.

## 4 – JUSTIFICATIONS AU REGARD DE LA PROCEDURE

Le plan local d'urbanisme (PLU) fait l'objet d'une procédure de modification simplifiée lorsque la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale (EPCI) envisage de modifier le règlement écrit et/ou graphique, les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) du PLU, dès lors que le projet de modification n'implique pas de :

- changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD),
- réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière,
- réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance,
- réduire les possibilités de construire,
- réduire la surface de zones U ou AU,
- majorer de plus de 20% les possibilités de construction dans la zone.

Les évolutions du document d'urbanisme décrites ci-avant (modification du règlement des zones 1AUy et UE), entrent bien dans les cas énumérés de manière limitative ouvrant droit à une Modification simplifiée puisque ces évolutions :

- Ne changent pas les orientations définies par le PADD :

### → Orientation A : Conforter, développer les activités économiques

**A1 - Maintenir et développer l'activité économique dans le cadre intercommunal du territoire, permettre aux artisans et entreprises de s'installer ou de se conforter sur le territoire de la commune.**

Dans cadre de l'équilibre intercommunal, la zone d'activités de la Dinotte a été aménagée le long de la RD 922. Cette zone accueille actuellement 14 entreprises. Le rôle économique du Vigean devra être conforté et dynamisé. La commune doit à ce titre :

- veiller au maintien des activités en place et à leur desserte
- renforcer le potentiel économique du territoire par l'extension de la zone d'activités de la Dinotte
- conforter son potentiel commercial par la mise en valeur des espaces commerciaux le long de la zone d'activité de la Dinotte
- renforcer l'image et le paysage aux abords de la RD 922 (qualité architecturale et plantations)

*Extrait du PADD (Source : PLU communal)*

### → Orientation C du PADD : Préserver, mettre en valeur les qualités paysagères, naturelles et environnementales du territoire

#### **C3 - Promouvoir une politique d'économie des consommations énergétiques et un développement des énergies renouvelables**

Favoriser le développement des dispositifs d'économie d'énergie et le développement des énergies renouvelables, avec discernement pour préserver le patrimoine bâti et le paysage.

#### **C4 - Veiller à la réduction des gaz à effet de serre, à l'adaptation au changement climatique et à l'efficacité énergétique**

Les principes fondamentaux de réduction des gaz à effet de serre et de la recherche d'efficacité énergétique sont intégrés aux projets par :

- le développement des liaisons douces pour diminuer l'usage de la voiture,
- la production de logements à haute performance énergétique dans les zones à urbaniser : implantation tenant compte de l'ensoleillement et choix des matériaux favorisant la sobriété énergétique ; dispositifs de régulation pour assurer une meilleure gestion des consommations,
- le développement des énergies renouvelables.

*Extrait du PADD (Source : PLU communal)*

- Ne réduisent pas un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière :

→ La Modification simplifiée n°2 du PLU de Le Vigean ne concerne l'évolution que du règlement écrit de zones Urbaines (UE) ou à Urbaniser (1AUy).

- Ne réduisent pas une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance :

→ La Modification simplifiée n°2 du PLU de Le Vigean ne concerne l'évolution que du règlement écrit de zones Urbaines (UE) ou à Urbaniser (1AUy). Ces zones ne sont pas concernées par une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels.

Concernant l'évolution de la zone 1AUy, celle-ci vise à permettre l'implantation d'un équipement d'intérêt collectif (voir en Annexe 1) n'induisant pas de graves risques de nuisances. En effet, ce nouveau centre doit permettre d'améliorer les conditions de fonctionnement et d'assurer les évolutions de collecte des déchets nécessaires sur le territoire :

1. La nouvelle installation conçue selon les meilleures technologies existantes permettra de réduire le nombre de véhicules en circulation de 1/3, le transport actuel se réalisant en camion remorque (60 m3). Les nouveaux transports se feront en semi-remorque de 90 m3 pour les produits recyclables et les déchets résiduels ;
2. Le flux de déchets résiduels actuel est d'environ 4000 t/an par an et devrait baisser à 2000 t dans les prochaines années selon les mesures déployées dans le cadre du schéma directeur porté par le SYTTOM 19 ;
3. Le flux de résiduels représente actuellement environ 265 rotations par an de camions remorque et sera ramené à 190 rotations avec le nouveau site à tonnage équivalent puis à 100 rotations avec les objectifs de réduction de déchets.
4. La construction de cette installation permettra de réduire fortement l'impact transport de l'activité, d'environ 155 rotations par an en moins de poids lourds sur le territoire en considérant les flux actuels (385 rotations annuelles environ aujourd'hui) pour un passage à 240 rotations avec la mise en place du centre de transfert.
5. L'installation ne produisant d'autres bruits que le fonctionnement des véhicules et le démarrage d'un groupe hydraulique, l'activité ne génère pas de nuisances et se limite aux périodes de dépotage des bennes de collecte en fin de matinée sur quelques minutes.
6. Pour ce qui concerne les nuisances olfactives, le temps de séjour des déchets résiduels étant très limité (24 h maximum), les nuisances olfactives sont inexistantes.

- ne réduisent pas les possibilités de construire :

→ La Modification simplifiée n°2 du PLU de Le Vigean ne concerne pas des articles du règlement d'urbanisme en lien avec les possibilités de construire.

- ne réduisent pas la surface de zones U ou AU, puisqu'elles ne concernent que le règlement d'urbanisme.

→ La Modification simplifiée n°2 du PLU de Le Vigean ne concerne que le règlement écrit.

- ne majorent pas de plus de 20% les possibilités de construction dans la zone.

→ La Modification simplifiée n°2 du PLU de Le Vigean ne concerne pas des articles du règlement d'urbanisme en lien avec les possibilités de construire.

Ces évolutions du PLU s'inscrivent donc dans les champs d'application des articles L.153-45 et L.153-47 du code de l'urbanisme régissant la Modification simplifiée.

## 5 – PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT

---

La commune de Le Vigeon est concernée par 2 sites NATURA 2000 « Site de Salins » (FR8302018) et « Entre Sumène et Mars » (FR8302035).

Le PLU en vigueur a fait état d'une évaluation environnementale et les objets de la présente modification simplifiée n'étant pas en mesure de bouleverser l'équilibre du document, une demande d'examen au « cas par cas » a été déposée auprès de l'Autorité environnementale.

CHAPITRE A COMPLETER EN FONCTION DU RETOUR DE LA MRAe

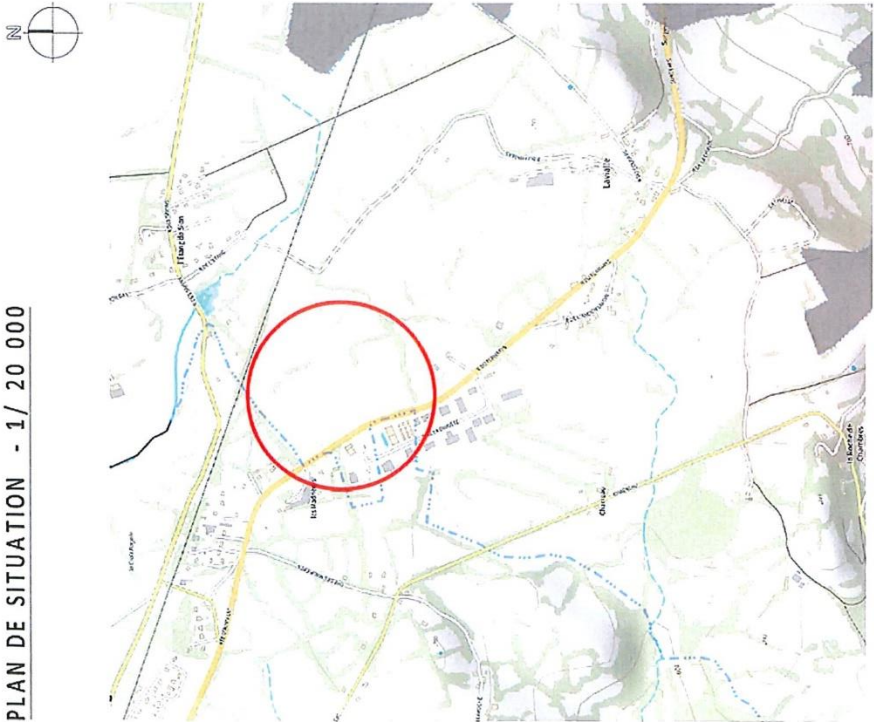


## 6 – ANNEXES

### ANNEXE 1 : PROJET DE CENTRE DE TRANSFERT (SOURCE : PERMIS DE CONSTRUIRE, J.M. LEYRIT, ARCHITECTE)

<b>SYTTOM 19</b> Le Chadelbos 19 600 SAINT-PANTALEON DE L'ARCHE Téléphone : 05 55 22 64 10 – Fax : 05 55 22 61 30 Courriel : syttom19@syttom19.fr					
<b>CREATION D'UN CENTRE DE TRANSFERT DES DECHETS</b> Zone d'activité de la Dinotte 2 15 200 LE VIGEAN					
<b>PERMIS DE CONSTRUIRE</b>				<b>01</b>	
<b>21 / 01 / 2023</b>					
		PC	1	PLANS DE SITUATION	1 / 25 000 1 / 5 000
	X	PC	2	PLANS DE MASSE	1 / 500 1 / 200
	X	PC	4	NOTICE DESCRIPTIVE	-
LOCAL DE GESTION DES PESEES		PC	3	COUPE DE PRINCIPE AA'	1 / 100
		PC	5	FACADES	1 / 100
		PC	A1	PLAN REZ-DE-CHAUSSEE	1 / 50
QUAI DE TRANSFERT DES DECHETS	X	PC	3	COUPES DE PRINCIPE BB'	1 / 100
	X	PC	5	FACADES	1 / 100 1 / 200
		PC	B1 B2	PLAN NIVEAU BAS PLAN NIVEAU HAUT	1 / 100 1 / 100
		PC	6	INSERTION DU PROJET DANS L'ENVIRONNEMENT	-
		PC	7	PAYSAGE ENVIRONNANT (Vues proches)	-
		PC	8	PAYSAGE ENVIRONNANT (Vue lointaine)	-
<b>MODIFICATIONS</b>					
26/04/2023	ADDITIF à PC 015 261 23 M 0002 déposé le 13/04/2023				
Jean-Michel LEYRIT Architecte D.P.L.G. 9, rue Jacques Salez – 63 190 LEZOUX Téléphone : 06 82 34 72 79 – Courriel : leyr.it.architecte@cegetel.net					

PLAN DE SITUATION - 1/ 20 000



PROJET

Z.A. La Dinotte 2

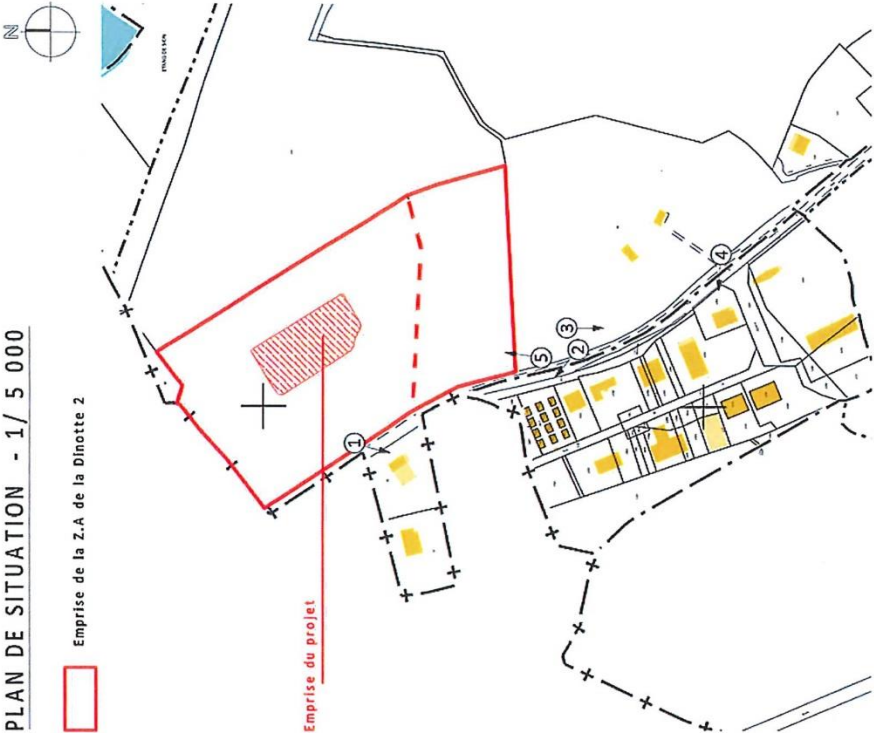
15 200 LE VIGAN

Lot n°1

Superficie totale

6 573.00m²

PLAN DE SITUATION - 1/ 5 000



0 Vues photographiques

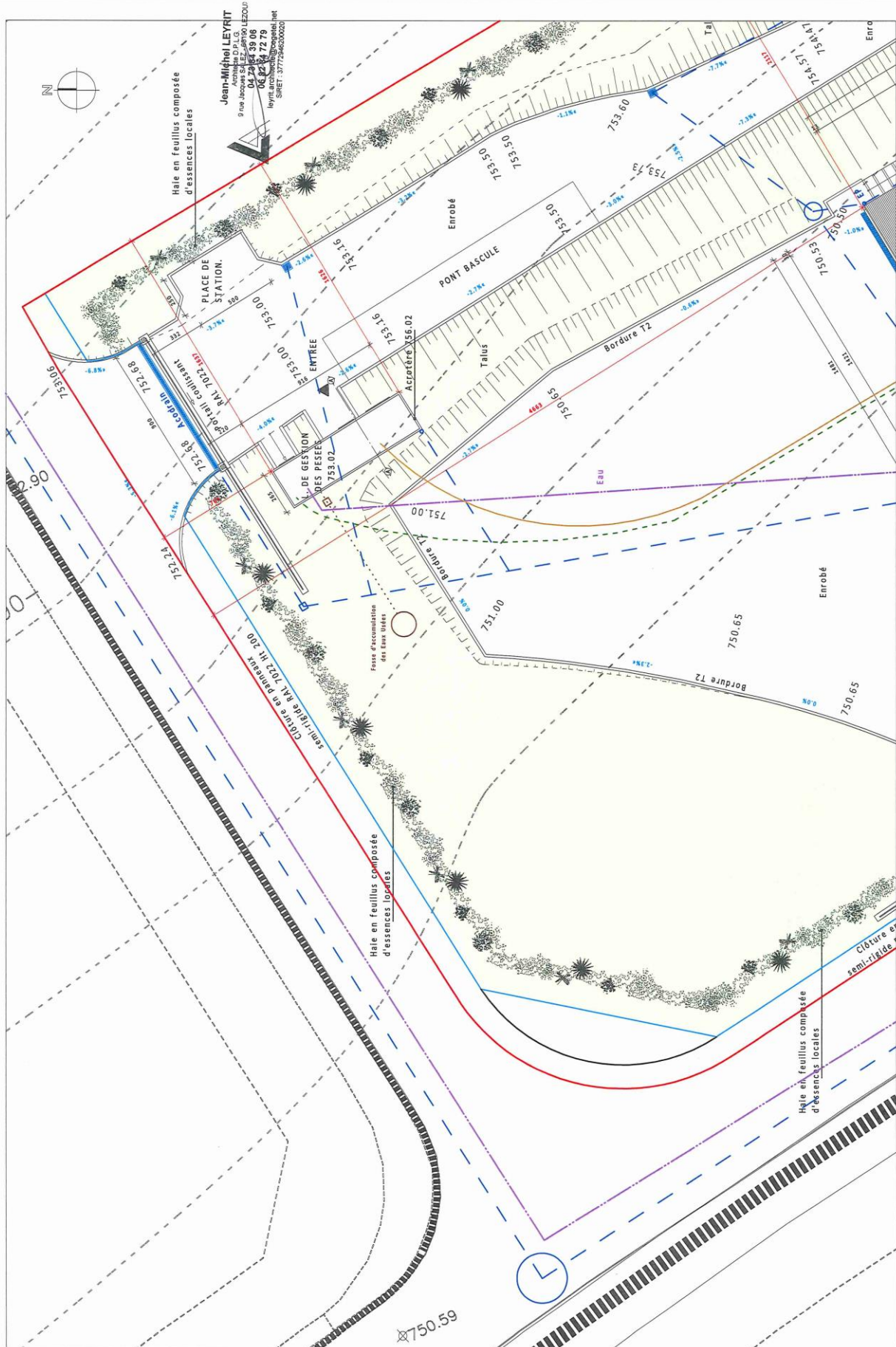
Jean-Michel LEYRIT  
Architecte D.P.L.G.  
9 rue Isaac Newton - 03 73 84 23 08  
06 82 54 72 79  
leyrit.architecte@orange.net  
SIRET : 377294200020



JM LEYRIT Architecte D.P.L.G.	SYTTOM 19	CENTRE DE TRANSFERT DES DECHETS	PLANS DE SITUATION	1/20 000 1/ 5 000	PC	1	27/01/2023
----------------------------------	-----------	---------------------------------	--------------------	----------------------	----	---	------------

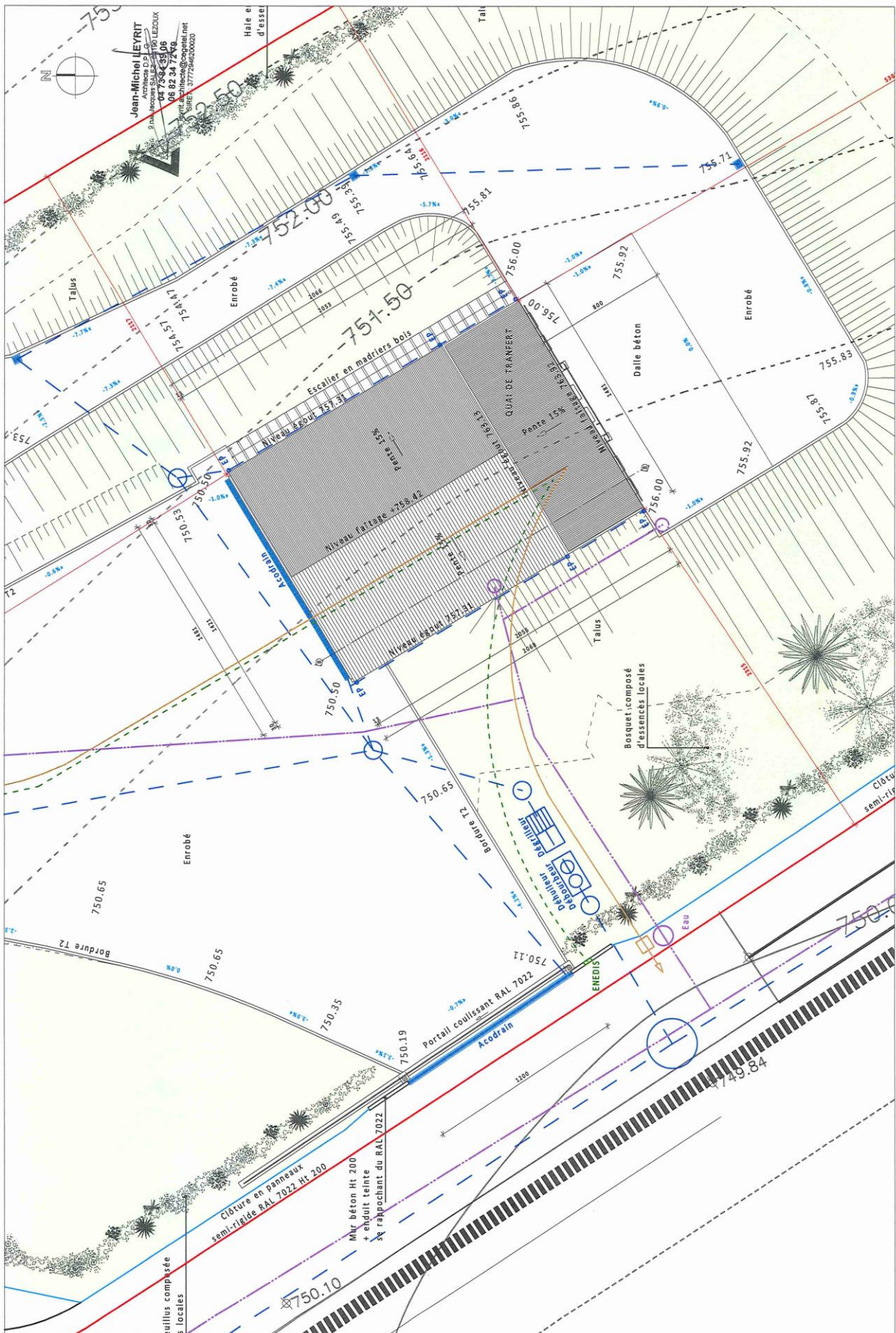






JM LEVRIT Architecte D.P.L.G.	SYTOM 19	CENTRE DE TRANSFERT DES DECHETS	PROJET DE LOCAL DE GESTION DES PESEES PLAN DE MASSE - ZOOM	1/200	PC	2	26/04/2023
----------------------------------	----------	---------------------------------	---	-------	----	---	------------





JM LEYRIT Architecte D.P.L.G	SYTTOM 19	CENTRE DE TRANSFERT DES DECHETS	PROJET DE QUAI DE TRANSFERT PLAN DE MASSE - ZOOM	1/200	PC	2	26/04/2023
---------------------------------	-----------	---------------------------------	---	-------	----	---	------------



Le présent projet consiste en la construction d'un centre de transfert des déchets, pour le compte du SYTTOM 19 (Syndicat de Transport et de Traitement des Ordures Ménagères de la CORREZE).

C'est une construction et installation technique d'intérêt public.

Le centre de transfert des déchets sera constitué de deux bâtiments :

- un local technique destiné à la gestion des pesées, comprenant un bureau, un local sanitaire et un local de rangement (petits matériels d'entretien).
- Le local de gestion des pesées est un local technique, dont l'utilisation est ponctuelle, et n'est pas assujéti à la réglementation thermique en vigueur.
- **Bien qu'isolé, le local technique n'est pas chauffé.**
- un quai de transfert avec un quai haut accessible aux BOM (Bennes à Ordures Ménagères) et un quai bas accessible aux semi-remorques.

Le projet est situé dans la zone d'activités de LA DINOTTE 2, située sur la commune LE VIGEAN.

La zone d'activités de LA DINOTTE 2 a fait l'objet d'un PERMIS D'AMENAGER n° PA 015 261 19 M0001, validé le 07 OCTOBRE 2019.

La parcelle supportant le projet est constituée par le lot n° 1, d'une superficie de 6 573 m²

**1 - L'ETAT INITIAL**

La parcelle présente une déclivité Nord-Est / Sud-Ouest d'environ 3 mètres.

Elle est située au centre de la zone d'activités et est desservie par la voirie interne de la zone d'activités.

**La végétation existante :** Absence de haie, d'arbre ou arbuste sur la parcelle. Celle-ci est uniquement enherbée.

**Le bâti avoisinant :** Absence de bâti avoisinant. Aucune construction n'existe actuellement Zone d'activités de LA DINOTTE 2.

Il existe des bâtiments à usage de stockage, bureaux ou activités de l'autre côté de la RD 922. Ils sont, pour la plupart, réalisés en construction métalliques avec des coloris de bardage de ton gris.

**2 - LE PROJET**

**Les accès véhicules et piétons :** Le site ne reçoit pas de public, et il n'y a pas d'accès piétons. Tous les utilisateurs du site arrivent en véhicules.

Deux accès véhicules seront réalisés afin de respecter la marche en avant des déchets :

- Un accès par un portail de 9 mètres de largeur en partie haute du terrain (au nord-est) permettant l'accès aux BOM (Bennes à ordures ménagères) et au véhicule du personnel chargé de la gestion des pesées.
- Cet accès permettra d'accéder à la zone haute du quai de transfert.
- Un accès par un portail de 12 mètres de largeur en partie basse du terrain (à l'ouest) permettant l'accès aux semi-remorques et à la zone basse du quai de transfert.

Les zones de manœuvres des véhicules (BOM et semi-remorques) sont aménagées à l'intérieur de la parcelle afin de permettre les sorties en marche avant des véhicules.

**L'implantation :**

- Les deux bâtiments : Deux bâtiments : - Le local technique destiné à la gestion des pesées : Implanté à proximité de l'entrée des BOM au nord-est, et à 7,64 m de la voirie interne de la zone d'activités
- Le quai de transfert avec un quai haut accessible aux BOM (Bennes à Ordures Ménagères) et un quai bas accessible aux semi-remorques : La topographie du terrain (déclivité Nord-Est / Sud-Ouest) sera utilisée pour créer les deux zones d'implantation du quai de transfert.

Dans le secteur Ouest, où l'altimétrie est la moindre, sera implanté le niveau bas du quai (niveau 750.50), qui permettra aux véhicules de type semi-remorques de manœuvrer afin de se positionner sous les trémières de transfert des déchets.

L'accès Nord-Est, plus élevé (seuil du portail à 752.68) sera prolongé par la voirie interne permettant d'accéder à la partie haute du quai de transfert (niveau 756.00). La pente de la voirie sera au maximum de 7,7 % afin de permettre l'accès au niveau haut du quai de transfert qui se situe à une hauteur de 5,50 mètres au-dessus du niveau bas du quai.

En partie haute de la voie interne sera réalisé un espace de manœuvre permettant aux bennes à ordures ménagères de se positionner pour vider leur contenu dans les trémières du quai de transfert.

**Les volumétries :**

Destiné à la gestion des pesées, il sera couvert par une toiture en bac acier de 12 % de pente.

Les acrotères périphériques seront horizontaux et permettront de masquer visuellement les pignons.

**Le local technique :**

Les trémières seront couvertes par une toiture monopente avec une pente de 15 %. Le bâti sera réalisé en structure métallique et revêtu d'un bardage métallique

La hauteur maximale de cette structure sera de 7,92 mètres de hauteur par rapport au quai haut, soit 13,42 mètres de hauteur par rapport au niveau bas du quai de transfert.

**Le quai de transfert :**

Cette hauteur est techniquement nécessaire afin de permettre le basculement des bennes à ordures ménagères lors du déchargement de celles-ci

Le niveau bas du quai de transfert sera, pour partie, réalisé en béton banché afin de permettre aux murs périphériques d'assurer leur fonction de murs de soutènement vis-à-vis de l'infrastructure haute et des talus adjacents. Il sera couvert par une toiture à deux pentes de 15 %, dont le faîtage sera parallèle à la voirie de la zone d'activités. La charpente sera réalisée en structure métallique.

Afin d'éviter l'envol des déchets lors du déchargement, les parois du quai de transfert seront habillées en bardage métallique RAL 7022. En partie haute, le bardage sera remplacé par un grillage rigide galvanisé en mailles de 40 x 40 mm, en vue de limiter la prise au vent de la structure.

**Traitement aux abords du bâtiment :**

Les abords des bâtiments sont principalement traités en enrobé ou en dallage béton afin de permettre les accès et les manœuvres des véhicules de transport des déchets.

Il sera réalisé une place de stationnement, de type véhicule léger, pour la personne venant occuper ponctuellement le local de gestion des pesées.

Il sera réalisé un pré-traitement (dégrilleur, déchouleur, déboureur, ...) des eaux de ruissellement avant le rejet de celles-ci dans le réseau d'eaux pluviales.

**Du fait de l'occupation très occasionnelle par une seule personne du local de gestion des déchets, et donc de l'utilisation très réduite des sanitaires, il sera installé une fosse d'accumulation des eaux usées, avec une vidange occasionnelle de celle-ci.**



JM LEYRIT Architecte D.P.L.G.	SYTTOM 19	CENTRE DE TRANSFERT DES DECHETS	NOTICE DESCRIPTIVE	PC	4	26/04/2023
----------------------------------	-----------	---------------------------------	--------------------	----	---	------------

<u>Les traitements en limites :</u>	Clôture grillagée, sans soubassement afin de laisser passer la petite faune, en périphérie du site, et constituée de panneaux en mailles semi-rigides, de ton RAL 7022		
	Portails métalliques de ton RAL 7022		
	Afin de sécuriser l'ensemble du site, et de limiter les risques d'intrusion et de chutes liées à la spécificité du quai de transfert (hauteur de 5,50 mètres entre le quai haut et le quai bas), les clôtures et les portails auront une hauteur de 2 mètres.		
	Afin de limiter l'impact visuel de la hauteur des clôtures, celles-ci seront doublées par une haie végétale, décalé de 2 mètres sur l'intérieur de la parcelle afin de faciliter son entretien.		
	Il sera réalisé un muret de part et d'autre du grand portail de 12 mètres. Les murets seront en maçonnerie d'aggrès revêtu d'un enduit se rapprochant du RAL 7022 utilisé pour les clôtures. Ces murets intégreront les coffres techniques, et serviront de support pour l'enseigne du site.		
	Absence de boîtes aux lettres		
	Absence d'espaces conteneurs. De par sa fonction, le centre de transfert des déchets n'a pas la nécessité d'avoir des conteneurs (les trémies de transfert sont bien assez grandes ...)		
<u>Les matériaux et couleurs des constructions :</u>	Le local technique :		
	Toiture en bac acier de ton neutre de type RAL 7022 (ton Gris terre d'ombre) Les façades seront revêtues d'un bardage en mélèze non traité posé verticalement et à claire-voie. Les menuiseries seront en aluminium ou métalliques et de ton RAL 7022.		
	Le quai de transfert :		
	Les couvertures seront en bac acier RAL 7022 Le bâti sera réalisé en structure métallique et revêtu d'un bardage métallique RAL 7022 Le soubassement maçonné du quai de transfert sera en béton banché. Il sera, sur sa partie externe, revêtu d'un bardage métallique RAL 7022. Le bardage métallique s'arrêtera à environ 30 cm de hauteur au-dessus du terrain fini afin de conserver une ventilation naturelle au dos du bardage La bande de 30 cm de hauteur en béton banché restant visible recevra une peinture ou une lasure béton de ton RAL 7022.		
<u>Les espaces libres et plantations :</u>	Espaces engazonnés sur toutes les surfaces non nécessaires aux bâtiments et aux espaces de circulation. Les espaces engazonnés, perméables, représentent environ 4 145 m², soit environ 63 % de la surface de la parcelle.		
	Il sera planté dans ces espaces des arbres à hautes tiges en bosquets constitués d'essences indigènes, telles que saule pourpre, érable champêtre, frêne, ...  Les zones circulables seront en enrobé ou en dalle béton (quai de transfert) afin de recevoir des véhicules de type BOM (quai haut) ou des semi-remorques (quai bas) Une haie végétale, composée avec les essences proposées dans la liste annexée au cahier des charges (Genêt à balai, Sorbier des oiseaux, Viorne, ...) doublera la clôture périphérique.		



JM LEYRIT Architecte D.P.L.G	SYTTOM 19	CENTRE DE TRANSFERT DES DECHETS	NOTICE DESCRIPTIVE	PC	4	26/04/2023
---------------------------------	-----------	---------------------------------	--------------------	----	---	------------



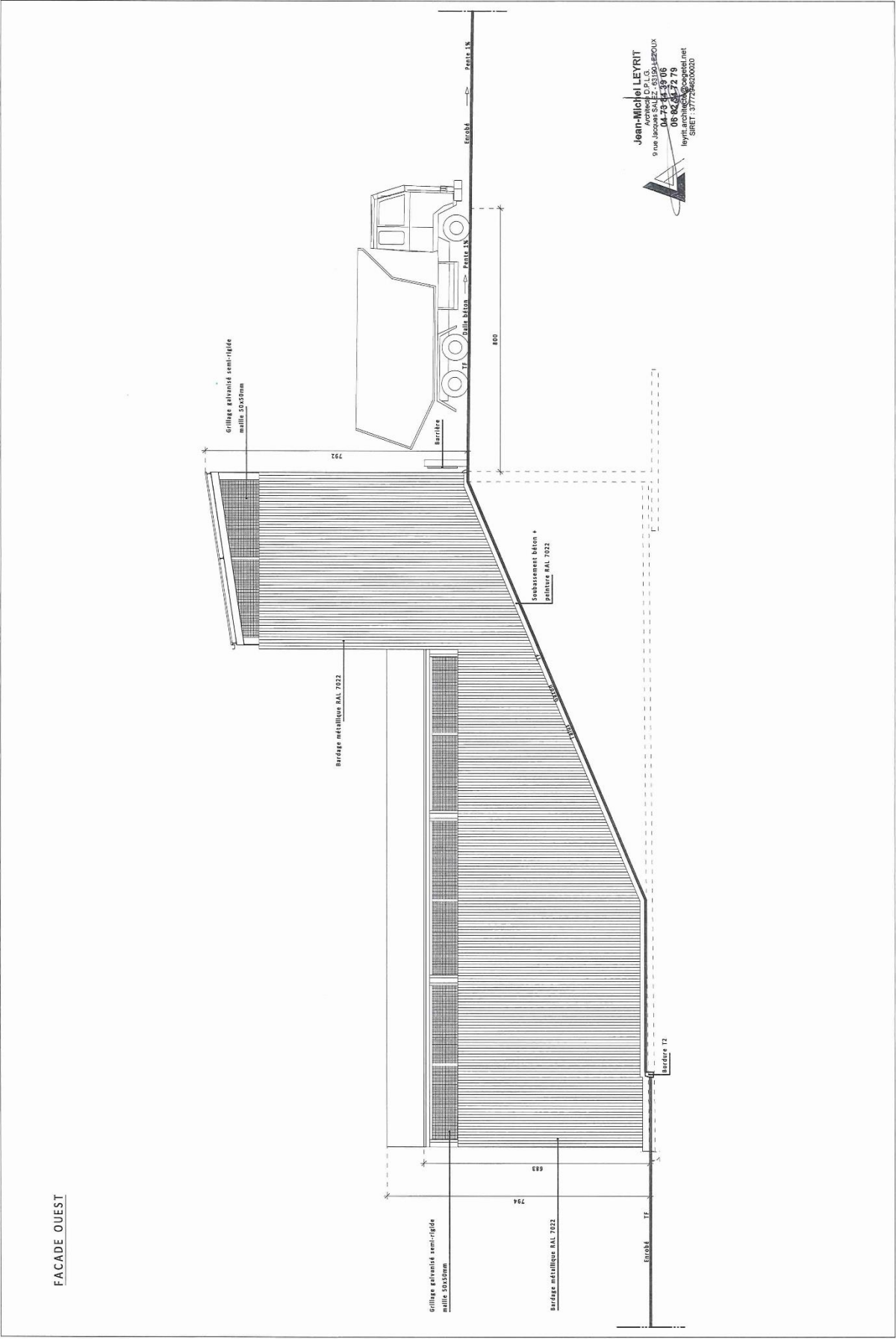
ATYOM

23









JM LEYRIT Architecte D.P.L.G.	SYTTOM 19	CENTRE DE TRANSFERT DES DECHETS	PROJET DE QUAI DE TRANSFERT FACADE	1/100	PC	5	26/04/2023
----------------------------------	-----------	---------------------------------	---------------------------------------	-------	----	---	------------







[illegible]

PROJET D'AMÉNAGEMENT D'UN VILLAGE

TOIT EN FEUILLETS COMPOSÉS D'ARABES LOCAUX

MURS EN FEUILLETS COMPOSÉS D'ARABES LOCAUX

Murs en feuillets composés d'arabes locaux

TOIT EN FEUILLETS COMPOSÉS D'ARABES LOCAUX

PROJET D'AMÉNAGEMENT D'UN VILLAGE

26/04/2023








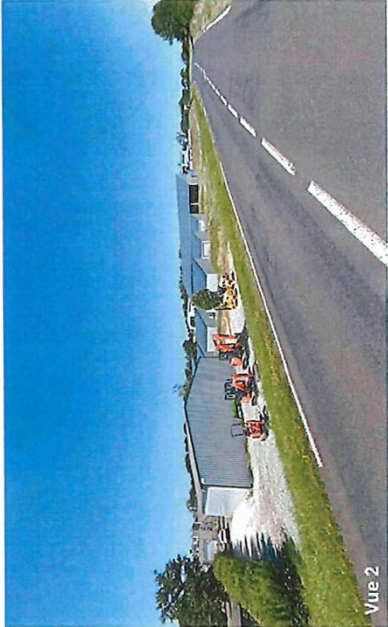
JM LEVRIT Architecte D.P.L.G	SYTTOM 19	CENTRE DE TRANSFERT DES DECHETS	INSERTION DU PROJET DANS L'ENVIRONNEMENT	Photo	PC	6	27/01/2023
---------------------------------	-----------	---------------------------------	---	-------	----	---	------------









Vue 1



Vue 2




Vue 3



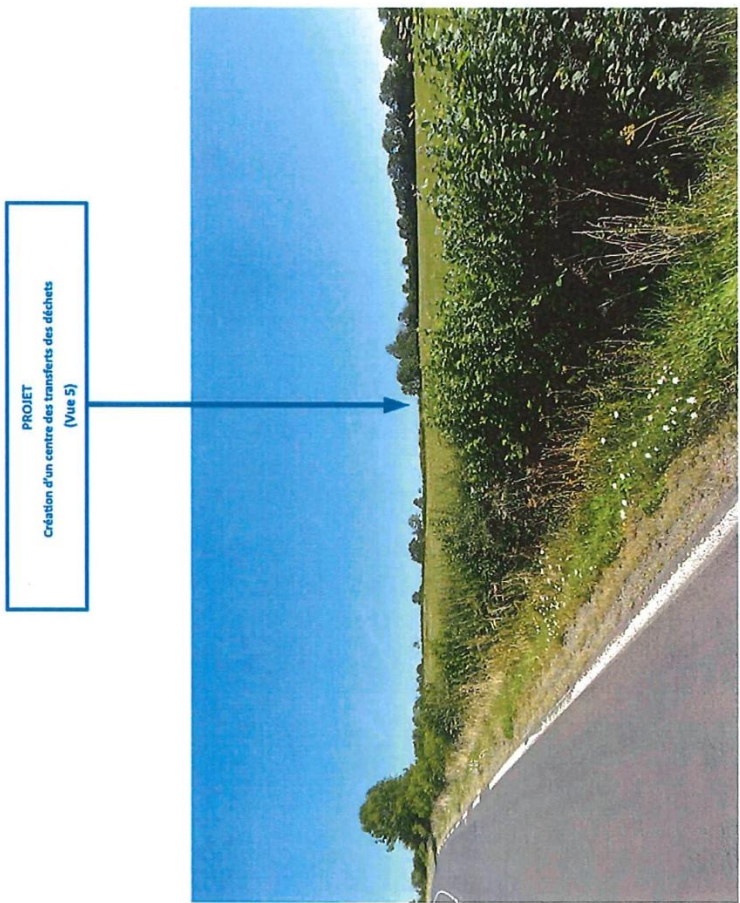
Vue 4

Jean-Michel LEYRIT  
Architecte D.P.L.G.  
Adresse : 15, rue de la République  
43100 LEDOUX  
Tél : 04 77 46 39 06  
06 86 33 72 79  
leyrit.architecte@orange.fr  
SIRET : 57704000000000

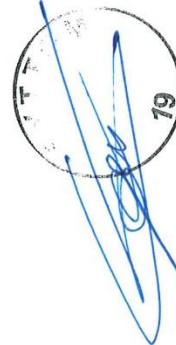


JM LEYRIT Architecte D.P.L.G.	SYTOM 19	CENTRE DE TRANSFERT DES DECHETS	PAYSAGE ENVIRONNANT - VUES PROCHES	Photos	PC	7	27/01/2023
----------------------------------	----------	---------------------------------	------------------------------------	--------	----	---	------------





Jean-Michel LEYRIT  
9 rue Jacques SAUZE - 47300 LEZARDOUX  
04 73 84 13 06  
04 73 84 13 07  
LEYRIT JEAN-MICHEL  
SIRET : 37729420020



JM LEYRIT architecte D.P.L.G	SYTTOM 19	CENTRE DE TRANSFERT DES DECHETS	PAYSAGE ENVIRONNANT - VUE LOINTAINE	Photo	PC	8	27/01/2023
---------------------------------	-----------	---------------------------------	-------------------------------------	-------	----	---	------------

**ANNEXE 2 : NOTICE EXPLICATIVE REDIGEE PAR LE SYTTOM 19**

## Projet du centre de transfert des déchets ménagers et matières recyclable de Mauriac

*Notice explicative rédigée par le SYTTOM 19*

### 1. Contexte

Le SIETOM des 4 cantons comprenant les communautés de communes du pays de Salers et de Mauriac a adhéré au SYTTOM 19 en 2016.

Le SIETOM ayant mis fin à l'exploitation de sa décharge, le site le plus proche de traitement des déchets résiduels se trouve être l'UVE de rosiers d'Egletons située à 40 km de Mauriac.

Dès son adhésion, le SYTTOM 19 a proposé au SIETOM 19 de financer la construction d'un centre de transfert pour les emballages et ordures ménagères sur son territoire.

Depuis la fermeture de la décharge, le transfert des déchets est réalisé à partir d'un quai provisoire, au moyen de bennes 30 m<sup>3</sup> et de camions poly-bennes, qui ne permet pas de fonctionner dans les règles de sécurité satisfaisantes.

Sur proposition du territoire et au vu de l'organisation, il a été décidé de réaliser le nouveau centre de transfert sur un site proche de la ville centre (Mauriac) et accessible par des véhicules gros porteurs de 44 tonnes.

Ce nouveau centre doit permettre d'améliorer les conditions de fonctionnement et d'assurer les évolutions de collecte des déchets nécessaires sur le territoire.

### 2. Impact transport

La nouvelle installation conçue selon les meilleures technologies existantes permettra d'une part de réduire le nombre de véhicules en circulation de 1/3, le transport actuel se réalisant en camion remorque (60 m<sup>3</sup>). Les nouveaux transports se feront en semi-remorque de 90 m<sup>3</sup> pour les produits recyclables et les déchets résiduels.

Le flux de déchets résiduels actuel est d'environ 4000 t/an par an et devrait baisser à 2000 t dans les prochaines années selon les mesures déployées dans le cadre du schéma directeur porté par le SYTTOM 19 dont l'objectif est de ramener l'ensemble de ses collectivités membres à moins de 170 kg/an /habitant de déchets résiduels en 2027. Le flux de résiduels représente actuellement environ 265 rotations par an de camions remorque et sera ramené à 190 rotations avec le nouveau site à tonnage équivalent puis à 100 rotations avec les objectifs de réduction de déchets.

Concernant le flux des recyclables, même si la quantité d'emballages à usage unique est amenée à diminuer, la marge de progression sur le taux de captage des produits recyclables sur le territoire devrait générer une hausse des volumes à prendre en charge et à transporter vers les filières de valorisation.

Actuellement, le flux à trier d'environ 200 t (20 kg /hbt /an) devrait atteindre 50 kg/hbt /an au terme du schéma directeur soit 500 t de matériaux à transporter.

Le site actuel génère pour les emballages à trier environ 120 rotations par an et devrait être ramené à 50 rotations par le nouveau procédé construit à Mauriac (à tonnage équivalent) pour atteindre environ 125 rotations avec l'augmentation du taux de captage des emballages.

La construction de cette installation permettra de réduire fortement l'impact transport de notre activité, d'environ 155 rotations par an en moins de poids lourds sur le territoire en considérant les flux



actuels (385 rotations annuelles environ aujourd'hui (265 pour les OMR + 125 pour les emballages)) pour un passage à 240 rotations (190 +50) avec la mise en place du centre de transfert).

### 3. Nuisances

Le SYTTOM 19 exploite actuellement 9 centres de transfert (8 en Corrèze et 1 en Dordogne) qui respectent les rubriques installation classées 2716.

En ce qui concerne particulièrement le bruit, l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 prévoit les conditions suivantes :

#### 8. Bruit

Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :

NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
Supérieur à 45 dB (A)	3 dB (A)	3 dB (A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 79 dB (A) pour la période de jour et 69 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

L'installation ne produisant d'autres bruits que le fonctionnement des véhicules et le démarrage d'un groupe hydraulique, l'activité ne génère pas de nuisances et se limite aux périodes de dépotage des bennes de collecte en fin de matinée sur quelques minutes.

Pour ce qui concerne les nuisances olfactives, le temps de séjour des déchets résiduels étant très limité (24 h maximum) nous ne générons pas de nuisances olfactives.

Il est à noter que les sites existants en exploitation au SYTTOM 19 situés dans des zones d'activités ou en zone plus rurale et en service depuis plus de 30 ans pour certains d'entre eux, n'ont jamais fait l'objet de réclamations pour des nuisances avérées.

### 4. Impact de la mise en service du nouveau site

La nouvelle installation de transfert sera conforme à la réglementation environnementale et offrira des conditions de travail et de sécurité adaptées aux standards du secteur et des autres installations du SYTTOM 19.

La mise en place des nouveaux schémas de collecte permettant de répondre aux objectifs de la loi AGEC et les optimisations des services de collecte nécessitent une amélioration des conditions de transfert pour la prise en charge des nouveaux flux, l'amélioration de la productivité et la réduction de l'impact transport sur les activités liées à la gestion des déchets ménagers.

Le centre de transfert de Mauriac que le SYTTOM 19 a souhaité construire dès l'adhésion des collectivités concernés au SYTTOM 19 en 2016 doit impérativement être opérationnel dans les meilleurs délais pour tenir les objectifs et prévenir un accident sur le site provisoire actuel.

### 5. Conclusion

Le nouveau site représente une amélioration de la situation actuelle et se traduit par un impact positif sur le plan environnemental et sur la sécurité des personnels en charge de la collecte des déchets.

Sur la zone d'activité, les nuisances en termes de trafic sont négligeables, les véhicules de collecte représentant 4 à 5 passages par jour et les évacuations en gros porteur 1 véhicule par jour.

Pour les autres impacts, comme nous l'avons démontré pour nos autres exploitations, il n'y a pas de nuisances constatées.

**ANNEXE 3 : DOSSIER DE PRESENTATION - PARTENARIAT «ZONE D'ACTIVITES NOUVELLES» - LL DINOTTE II (LE VIGEAN) - CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL - COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE MAURIAC, OCTOBRE 2021**



**DOSSIER DE PRÉSENTATION  
PARTENARIAT « ZONE D'ACTIVITÉS NOUVELLES » - LA DINOTTE II (LE VIGEAN)  
CONSEIL DEPARTEMENTAL DU CANTAL – COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU PAYS DE MAURIAC  
OCTOBRE 2021**

**I. PLAN DE SITUATION**

La zone d'activités de la Dinotte II est une extension de la zone d'activités La Dinotte, construite au début des années 1990 sur la commune du Vigeon. Elle se situe à l'entrée du pôle urbain mauriacois, en bordure de la RD 922 direction Aurillac.

L'accès à la zone est prévu via un « tourne à gauche » sur la RD 922.

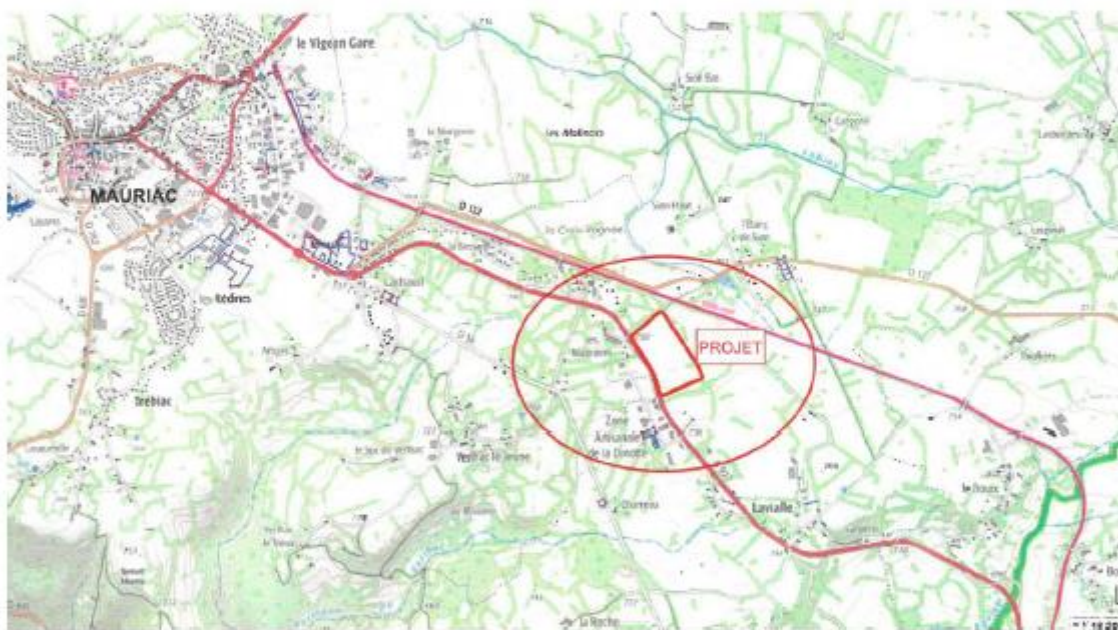


Figure I : Plan de situation de la zone d'activités de La Dinotte II

Maison des Services – Place Gambetta – BP 53 – 15200 MAURIAC

[administration@paysdemauroiac.fr](mailto:administration@paysdemauroiac.fr)

Siret : 241 500 271 000 51 Code APE : 8411Z

Tél : 04.71.68.27.32

Fax : 04.71.68.35.64



## II. DESCRIPTIF DE L'OPÉRATION

L'opération consiste à aménager, dans le cadre d'une première tranche, une zone d'activités de 5,1 hectares en suivant le plan présenté ci-dessous.

L'entrée s'effectue depuis l'intersection avec la RD 922. Un giratoire en milieu de zone permet ensuite de desservir l'ensemble des lots. La surface commerciale à vendre est d'environ 3,4 hectares.



Figure II : Plan d'aménagement envisagé pour la Dinotte II

Concernant l'intervention sur la voirie départementale, il sera notamment question de mettre en place deux îlots bâtis de part et d'autre de l'intersection (cf plan ci-dessous). Les travaux interviendront sur un linéaire d'environ 150 mètres.

Maison des Services – Place Gambetta – BP 53 – 15200 MAURIAC  
[administration@paysdemaauriac.fr](mailto:administration@paysdemaauriac.fr)  
 Siret : 241 500 271 000 51 Code APE : 8411Z

Tél : 04.71.68.27.32  
 Fax : 04.71.68.35.64





Figure III : Aménagement de l'intersection entre la ZA La Dinotte II et la RD 922

D'un point de vue technique, il sera prévu de s'appuyer sur la chaussée existante. Une partie de la route sera construite ex nihilo afin de permettre l'accès à la zone d'activités. La chaussée comprendra quatre couches :

- GNT 0/100 sur 60 cms
- GNT 0/31.5 sur 20 cms
- Grave bitumée sur 16 cms
- Béton bitumineux dosé à 150kg/m<sup>2</sup> sur 6 cms

#### Tourne à gauche - RD.922

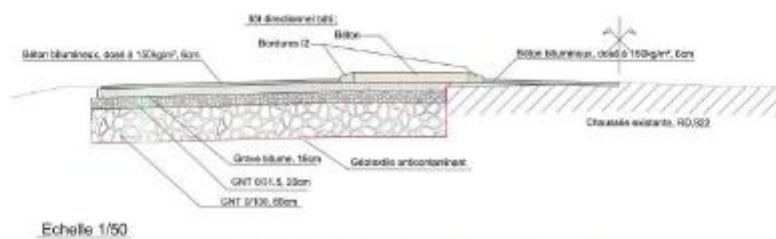


Figure IV : Profil en travers du tourne à gauche

Maison des Services – Place Gambetta – BP 53 – 15200 MAURIAC  
[administration@paysdemaauriac.fr](mailto:administration@paysdemaauriac.fr)  
 Siret : 241 500 271 000 51 Code APE : 8411Z

Tél : 04.71.68.27.32  
 Fax : 04.71.68.35.64





### III. ESTIMATION SOMMAIRE ET RÉPARTITION DÉPARTEMENT/EPCI

2 VOIRIE DEPARTEMENTALE				
<b>2.1 Terrassement</b>				
2.1.1	Décapage terre végétale sur 0.20 m d'épaisseur.	m <sup>2</sup>	1 400	0,76 1 084,00
2.1.2	Sciage de chaussée	ml	350	5,00 1 750,00
2.1.3	Rabotage chaussée	m <sup>2</sup>	800	6,80 5 280,00
2.1.4	Déblais	m <sup>3</sup>	1 100	7,60 8 360,00
2.1.5	Réglage et compactage du fond de forme	m <sup>2</sup>	1 500	1,20 1 800,00
2.1.6	Drains Ø 150	ml	150	22,00 3 300,00
<b>2.2 Fondation</b>				
2.2.1	Géotextile anti-contaminant sous chaussée	m <sup>2</sup>	1 600	1,50 2 400,00
2.2.2	Fourniture et mise en œuvre de GNT			
	- 0/100 sur 60cm	T	1 900	16,20 30 780,00
	- 0/31,5 sous chaussée ép 0,20	T	750	18,50 13 875,00
<b>2.3 Revêtements</b>				
2.3.1	Couche d'imprégnation	m <sup>2</sup>	1 600	1,85 2 960,00
2.3.2	Fourniture, transport et mise en œuvre de grave bitume			
	- sur voirie ep=0,16	T	630	80,00 50 400,00
2.3.3	Couche d'accrochage	m <sup>2</sup>	1 800	0,45 810,00
2.3.4	Fourniture, transport et mise en œuvre de béton bitumineux 0/10 à CHAUD			
	- sur voirie ep=0,06	T	270	85,00 22 950,00
<b>2.4 Ilots et signalisation</b>				
2.4.1	Entrobé de couleur claire (Gneiss) 20kg/m <sup>2</sup>	m <sup>2</sup>	390	45,00 17 550,00
2.4.2	Fourniture et pose bordures I2 coulé en place	ml	360	30,00 10 800,00
2.4.3	Forfait signalisation horizontale normalisée ( ligne de rives, ligne discontinue, cédez le passage, zébras,...) sur RD 922	Ft	1	6 000,00 6 000,00
2.4.4	Fourniture et pose panneau "Cédez le passage"	u	1	300,00 300,00
				180 379,00

Figure III : Détail quantitatif estimé (DQE) du sous-total représenté par la Voirie Départementale

Les travaux de construction de la zone d'activités se chiffrent à 998.135 € HT.

Les travaux relatifs à la voirie départementale sont quant à eux estimés à 180 379 € HT. Conformément à la politique du Conseil Départemental lié à la politique des Zones d'Activités Nouvelles (ZAN), la répartition suivante est envisagée concernant le financement des travaux mentionnés ci-dessus :

	Total	Montant HT
Conseil Départemental du Cantal	50%	90 189.50 €
Communauté de communes du Pays de Mauriac	50%	90 189.50 €
<b>Total</b>	<b>100%</b>	<b>180 379.00 €</b>

Maison des Services – Place Gambetta – BP 53 – 15200 MAURIAC  
[administration@paysdemaauriac.fr](mailto:administration@paysdemaauriac.fr)  
 Siret : 241 500 271 000 51 Code APE : 8411Z

Tél : 04.71.68.27.32  
 Fax : 04.71.68.35.64



#### IV. ÉCHÉANCIER

L'échéancier global est le suivant :

Début des travaux (estimatif)	18 octobre 2021
Fin des travaux (estimatif)	Mars 2022

Les travaux spécifiques à conduire sur la voirie départementale sont prévus d'octobre 2021 à janvier 2022.

#### V. PROJET DE CONVENTION

Cf convention en pièce-jointe.

#### VI. DÉLIBÉRATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Cf délibération en pièce-jointe.

Maison des Services – Place Gambetta – BP 53 – 15200 MAURIAC  
[administration@paysdemauroiac.fr](mailto:administration@paysdemauroiac.fr)  
 Siret : 241 500 271 000 51 Code APE : 8411Z

Tél : 04.71.68.27.32  
 Fax : 04.71.68.35.64